

L'année 2010 dans le Chien bleu

Voici les titres des principaux articles parus dans le Chien bleu en 2010

Fête de la Science 2009

Darwin fait un bide en Calédonie

L'année 2009 a été celle du bicentenaire de la naissance de Charles Darwin. Des expositions ont été organisées un peu partout en Europe, en Amérique du Nord et ailleurs, pour rendre hommage à la contribution de ce scientifique à l'humanité : son œuvre majeure fut de proposer le premier scénario cohérent d'évolution biologique. C'est l'évolution biologique et elle seule, par le simple fait de la sélection naturelle, qui explique le foisonnement de biodiversité de la biosphère. Et c'est Darwin qui, le premier, a vu cela.
(n° 140)

Des petits cons aveuglent les pilotes d'avion avec leur jeu au laser !

Même si les lasers sont souvent des jeux pour enfant, ils peuvent être dangereux. L'Aviation civile prend l'affaire très au sérieux.
(n° 140)

12 % de réussite au premier semestre

Université : résultats nuls pour les premières années de droit !
(n° 140)

Tourisme :

Patrick Moisan viré... enfin !

Malgré la volonté de Christiane Gambey, chargée à l'époque du tourisme, et malgré un rapport très critique de la Chambre des comptes, Patrick Moisan avait été maintenu à la tête du GIE Calédonie tourisme.
(n° 140)

Gaspillage d'argent public Fifils se paye une sono à 10 millions !

La mairie de Nouméa n'a plus un sou, mais le maire se fait payer des petits plaisirs hors de prix. Au total, la rénovation de la salle du conseil municipal aura coûté 52 millions de francs.
(n° 140)

La Marine nationale responsable de l'échouage des globicéphales ?

Les animaux se sont sans doute échoués à la suite des tirs effectués par la Marine nationale pour détruire les mines datant de la dernière guerre.
(n° 141)

Escroquerie à la défiscalisation. Les enquêteurs vont s'attaquer à la Calédonie

Ils ont commencé par Wallis, ils vont ensuite s'occuper de la Calédonie où les escroqueries pourraient être nombreuses. Les enquêtes fusent dans tous les Dom-Tom.
(n° 141)

Hausse du prix du tabac, ce sont les enfants qui ramassent !

Les parents ne fument pas moins... alors ils achètent moins de riz pour les enfants...
(n° 142)

Questions au gouvernement : Les ministres vont faire illusion

Même une carne de ministre, qui ne connaît pas ses dossiers, pourra faire illusion puisqu'elle lira un texte écrit par d'autres.
(n° 142)

Mairie de Nouméa Le caprice de l'élue coûte 50 millions

Le service des élections a de nouveaux bureaux rue Gallieni. Ce n'était pas prévu, mais le maire a cédé à Marie-Josée Pontoni. Bilan : une cinquantaine de millions de francs et un guichet unique qui n'est plus... unique...
(n° 142)

Impôts : les élus n'ont pas le courage

La taxe sur les permis de construire est une fausse bonne idée. La vraie réforme serait d'appliquer enfin l'impôt sur les plus-values.
(n° 142)

Mais où sont passées les promesses de Gaby Briault ?

L'écu du Rump promettait de trouver des solutions contre la délinquance. C'était, il est vrai, avant les élections provinciales...
(n°142)

Un ordre pour les infirmières : une fausse bonne idée !

Pour revaloriser la profession d'infirmière, le gouvernement propose la création d'un ordre des infirmiers. En Métropole, des

députés et des professionnels estiment que c'est une grosse erreur... Cela ouvre notamment la porte à des dérives constatées dans d'autres professions...
(n° 142)

Station d'épuration Une verrue à l'entrée de la ville

La mairie de Nouméa va nous pondre une station d'épuration à l'entrée de la ville, près de l'ancienne cantine des dockers, devant le port autonome. Dans une ville qui se veut touristique, c'était la dernière des choses à faire.
(n° 142)

Caméras de surveillance Un drôle de mélange des genres

La personne qui a été payée sur fonds publics pour « monter » le dossier de la vidéosurveillance à Nouméa... en poursuit la mise en œuvre... dans une société privée...
(n° 142)

Une maison sociale pour un meurtrier

La province Nord a accordé une maison sociale au meurtrier présumé du jeune Cédric Tuia. Il est actuellement au Camp-Est en attente de son jugement.
(n° 142)

Hôtel La Néa à Koné : de l'architecture colonisée

C'est propre, c'est neuf, le personnel est très accueillant, mais l'architecture est une horreur.
(n° 142)

Savexpress : le monument funéraire est-il trop gros ?

Installer une petite croix et des fleurs à la mémoire d'un mort est passé dans les mœurs sur les routes de Brousse, mais un véritable monument en béton sur la Savexpress est une tout autre histoire...
(n° 143)

Alla veut pomper l'argent du Nord !

Jean Alla, le frère du patron de la SLN, a proposé aux Kanaks de la SAS Vavouto une association aussi scandaleuse que ridicule. Le but est de récupérer des centaines de millions de francs...
(n° 143)

Voh-Koné-Pouembout Le Sivom devait pomper l'eau, il n'a pompé que du... fric

À l'origine, fin 2008, c'était une belle idée. Il s'agissait de mettre en commun les moyens de Voh, Koné et Pouembout pour gérer l'eau et les poubelles...
(n° 143)

Il veut ouvrir une maison close !

Il préfère (pour l'instant) rester anonyme car l'activité qu'il voudrait créer n'est pas légale. Monsieur X voudrait monter une maison close. Il donne ses arguments au Chien bleu...
(n° 143)

Deuxième magouille autour du mécénat

Ce n'est plus du mécénat, c'est de la pub déguisée.
(n° 143)

Les pilotes d'Aircal ne volent pas assez

Mais ils sont quand même payés plein pot.
(n° 144)

Témoignage du passé : RFO se réveille un peu tard !

L'émission que prépare RFO est intéressante mais trop tardive. La plupart des vieux qui ont connu les premières années du 20e siècle sont morts...
(n° 144)

Le tourisme impossible !

Avoir un niveau de vie élevé grâce à l'argent de la France est incompatible avec une industrie touristique florissante. Il ne faut pas se voiler la face.
(n° 144)

Yanno : le député moi je, moi je...

Gaël Yanno se fait de la pub en publiant une brochure à sa gloire. À le lire, la Calédonie lui doit tout. Le Chien bleu propose une version réajustée du véritable bilan de ce député caméléon.
(n° 144)

L'État et le Rump font un cadeau de plusieurs milliards à Lafleur

L'État et la Calédonie, via la défiscalisation, vont financer l'hôtel de Lafleur alors qu'il y en a déjà trop à Nouméa.
(n° 144)

Voici ce que la (sulfureuse)

SLN a envoyé dans vos bronches

La SLN nous explique que le mercaptan et le sulfure d'hydrogène qui ont empuanti les abords de l'usine n'ont pas été dangereux pour la santé car ils étaient en trop petites quantités, alors que les quantités rejetées n'ont pas réellement été mesurées.. L'expérience de Vale Inco nous prouve qu'il ne faut pas croire les industriels dans ce domaine. Les fiches publiées par l'Institut de recherche et de sécurité sur ces deux produits sont très claires...
(n° 145)

Dumbéa-sur-Mer : la ZAC Titanic !

On a refait les erreurs des années 70, sans vision réfléchie : trop grand, trop politique. Les déficits ont explosé et les magiciens se sont révélés de simples bonimenteurs. Entre cupidité et incompetence... L'audit, pudiquement appelé « Mission d'évaluation de la ZAC », est très sévère avec la gestion de la ZAC.
(n° 145)

Étudiant : le rapport Poigoune évite le tabou de la sélection

Le rapport Poigoune sur le statut et la condition de l'étudiant pose beaucoup de bonnes questions et apporte quelques bonnes réponses dans des domaines très variés de la vie estudiantine. Il reste malheureusement muet sur LE tabou suprême : la sélection !
(n° 145)

Les caisses de la province Nord sont pleines

22,4 milliards, c'est d'autant plus énorme que les projets sont rares et que les dépenses sociales sont faibles...
(n° 145)

Inco nous refait le coup du raffinage en Chine

Après son dernier gros accident du 21 avril, Vale Inco dit avoir décidé de ne pas vendre à ses clients un produit fini, mais une poudre contenant seulement 40 % de nickel. Même si cette stratégie est annoncée comme temporaire et due à l'accident... elle n'est pas vraiment nouvelle.
(n° 145)

Les milliards gaspillés d'Aircalin

Les élus devraient rendre des comptes... Cela fait des années que Le Chien bleu le dit. Maintenant que le scandale des avions d'Aircalin est enfin reconnu par la Chambre des comptes, ce serait peut-être le moment de mener des enquêtes judi-

ciaires...
(n° 145)

Desserte des Îles Le spectre de la partition !

Le rêve de Pierre Bretegnier est que le Sud soit... indépendant des autres provinces et vice versa...
(n° 145)

Jean-Yves Ollivaud : rendez l'argent !

C'est très rare : le trésorier-payeur général demande le remboursement des salaires et avantages perçus par l'ex-directeur de l'OPT depuis sa dernière condamnation...
(n° 146)

Ile des Pins Hilarion Vendegou associé à... Yannick Pantaloni dans une station-service

On comprend mieux pourquoi le grand chef défend Pantaloni dans la desserte des Îles... contre toute logique économique...
(n° 146)

Salle omnisports Les bronches des sportifs vont souffrir...

Entre les 60 000 véhicules qui passent par là chaque jour et les fumées de la SLN, l'atmosphère est viciée H24 dans cette partie de la ville. Durant l'effort, le corps humain respire profondément. Les sportifs qui s'entraîneront dans cette salle s'esquinteront la santé à coup sûr.
(n° 146)

Critikart. L'affaire Konhu : plus fort qu'un bon polar !

Il y a des livres qu'il faut lire. Celui de Gérard Sarda sur le procès Konhu est de ceux-là.
(n° 146)

Wallis : la grande hypocrisie !

Promettre de développer l'économie de Wallis-et-Futuna pour limiter l'immigration vers la Calédonie est un mensonge. Le réel développement économique de ce territoire est impossible.
(n° 146)

Les maladies du voyageur...

Choléra, syphilis, hépatite, typhoïde, chikungunya, rougeole, polio... Voici une liste d'épidémie et de risque d'épidémies en cours dans les pays fréquentés par les Calédoniens. La conclusion de ce qui suit est que l'on est bien en Calédonie...
(n° 146)

Fifils au service de Lavoix Le coup sournois de la mairie de Nouméa

Elle a discrètement placé le terrain du projet de l'hypermarché Super U dans une zone où le commerce est interdit !
(n° 146)

Prise illégale d'intérêts pour Harold Martin ?

Il a soutenu un projet de construction d'un centre commercial par des promoteurs sur un terrain qui lui appartenait et qu'il a vendu 250 millions de francs.
(n° 146)

Charles Pidjot, Kotra Uregei, Harold Martin, Pierre Frogier, Simon Loueckhote...

Unis pour tuer Gomès

Après les dernières élections, le Rump, l'Avenir ensemble et Calédonie ensemble s'étaient associés dans un pacte républicain. Gomès se retrouvait président du gouvernement et Frogier président de la province Sud. C'est loin, tout ça...
(n° 146)

Charles Pidjot travaille pour Frogier

Le patron de l'UC est payé près de 400 000 francs par mois et à mi-temps par la province Sud où on ne le voit jamais...
(n° 147)

François Fillon : un voyage à 60 millions

Le voyage de François Fillon en Calédonie a coûté la peau des fesses à la République. Contrairement à la majorité des Premiers ministres du monde, le nôtre ne voyage pas dans un avion de ligne.
(n° 147)

Les désinsectiseurs polluent en toute impunité

Depuis des mois, les agriculteurs sont la cible des associations environnementales à cause des pesticides. Mais une autre profession fait bien pire et en toute impunité. C'est celle des désinsectiseurs. Certaines entreprises utilisent un produit cancérigène interdit en Europe...
(n° 147)

Voitures hybrides

Le cadeau du gouvernement aux voitures de luxe

Le « green business » débarque. Pick-up double cabine, double danger. Le gouvernement s'entête dans le maintien de la réduction de TGI pour les pick-up double cabine. Il encourage la pollution...
(n° 147)

Immobilier : la chute a commencé !

Ce n'est pas une simple petite crise pas-sagère...
(n° 147)

La pub laisse les femmes à la maison...

Si l'on estime que l'on peut juger une société à ses publicités, le moins que l'on puisse dire est que notre société n'évolue pas beaucoup.
(n° 147)

Quand les Kanaks se font la guerre

Qu'y a-t-il derrière le conflit kanako-kanak d'Unia ?
(n° 147)

La caisse de retraite a un pied dans la tombe

Quelques petits extraits de La voix du retraité publiée par le STR à propos de la gestion calamiteuse de la Caisse locale de retraite qui perd toujours environ 100 millions de francs par mois... C'est pas de la langue de bois.
(n° 147)

Tous ruinés dans dix ans ?

Voici quelques extraits du dernier livre de Jacques Attali sur la dette colossale de la France Les effets de cette dette et de la crise financière placent la France dans une situation extrêmement grave. Comment penser que cela n'aura pas de conséquences pour la Calédonie ?
(n° 147)

Internet : l'OPT archinul ?

Les fournisseurs d'accès à Internet (FAI) en ont ras le bol. Ils se font engueuler en permanence par leurs clients à propos des coupures sur Internet, mais ils n'y sont la plupart du temps pour rien. C'est l'OPT...
(n° 147)

Harold Martin :

« Le déclassement ne m'a pas été profitable... »

Sur le terrain de la famille Martin, vendu 250 millions de francs, sera construit un supermarché. Pour le maire de Païta, tout a été fait dans les règles...
(n° 147)

Pour François Fillon, la France est en plein déclin intellectuel

« Depuis un quart de siècle, à l'exception de quelques sursauts de lucidité, écrit François Fillon dans son livre publié en

2006, la France navigue à vue, se laisse conduire par ses pulsions et refuse, avec entêtement, de regarder devant elle. (...) Pour l'essentiel, la politique conduite aura été marquée par l'absence de vision à long terme et par le manque de courage. » (n° 147)

« On veut pas de poison à l'îlot du haussaire »

La province veut utiliser un produit dangereux pour empoisonner les lapins sur l'îlot. Il faut croire qu'il n'y a qu'à la province qu'on ne sait pas que ce produit est mortel pour les oiseaux. Il pourrait être aussi dangereux pour les crabes et... l'homme...
n° 148

Picot de terre contre SLN de fer

En 2005, une cuve de fioul de la SLN a débordé. Quelques heures plus tard, la nappe a recouvert les eaux de la rive opposée. C'est là que l'Université et la société Aqualagon puisaient l'eau pour alimenter les bassins remplis d'alevins de picots. Le projet Aqualagon consiste à maîtriser la reproduction du picot afin d'en faire un élevage. Les alevins sont morts. Aqualagon a été ruiné. Depuis, c'est la guerre. Le géant SLN refuse d'admettre sa culpabilité. Le tribunal de commerce rendra son jugement en octobre. Cette histoire est à l'image de la SLN pour plusieurs raisons.
n° 148

Les trois scandales de l'immeuble EEC

Non seulement le futur immeuble des services techniques de la mairie de Nouméa est cher, mais il va aggraver les problèmes de circulation à l'entrée de la ville.
n° 148

La merde que nous n'achèterons pas ce mois-ci La voiturette...

Elle a, en réalité, plus de défauts que de qualités.
n° 148

Le Rump n'a rien moralisé du tout !

Lors de la dernière campagne électorale des provinciales, le Rump promettait de moraliser la vie politique. Comme on s'en doutait, c'était du vent...
n° 148

Frogier fait croire qu'il sera ministre... comme Lafleur

Frogier répand lui-même la rumeur qu'il pourrait être ministre du gouvernement Sarkozy. Ça ne vous rappelle pas

quelqu'un ? Jacques Lafleur. Il faisait régulièrement le même coup. Il y avait assez d'imbéciles pour croire que cela pouvait être vrai. Pierre Frogier ne peut pas être ministre pour plusieurs raisons. Voici les principales raisons pour lesquelles un homme ou une femme politique est nommé(e) au gouvernement.
n° 148

115 produits pas chers Une bonne idée avec plein de doutes...

Après les éco-produits, voici les 115 produits pas chers (Oké). Comment ne pas être favorable à une telle mesure ? La réalité risque d'être nettement moins simple sur le terrain...
n° 148

Football La bataille du pouvoir... et des billets d'avion

Edmond Bowen veut présenter une liste contre l'équipe en place. L'enjeu est le pouvoir dans la plus grosse organisation sportive de Calédonie et... des voyages à travers le monde toute l'année grâce aux largesses de la FIFA...
n° 148

Électricité Gomès veut faire cracher la SLN !

Il a peur d'augmenter le prix de l'électricité.
n° 148

La SLN bientôt contrôlée par la Calédonie ?

Eramet ne se laissera pas faire, mais on ne voit pas comment elle pourrait refuser l'inévitable. De plus en plus d'élus sont d'accord (en privé) avec cette idée. Ce sera une révolution...
n° 149

Bernard Deloison : la mort d'un être à part !

n° 149

Les squatteurs massacrent la forêt sèche de Nouville

Les institutions se renvoient la balle avec lâcheté, en priant pour que les médias (et donc les citoyens) ne se rendent pas compte de leur non-action !
n° 149

Sofinor : la machine à gaspiller des milliards !

Depuis 2006, la Sofinor a perdu un peu plus de cinq milliards de francs (hors nickel). Voilà un bel outil mal utilisé...
n° 149

Jeux du Pacifique La femme qui faisait disparaître les milliards...

Pascale Bastien-Thiry a une fois de plus fait son one-woman-show sur les Jeux du Rump. Elle a déclaré qu'ils ne coûteront rien...
n° 149

Bourrage de crâne Une télé Frogier-Pidjot et une télé Néaoutyine

Pour l'instant, il y a deux projets de télé locale. En voici les contours.
n° 149

Frogier ment pour récupérer ses électeurs perdus dans l'affaire du drapeau

Beaucoup d'électeurs du Rump ne pardonnent pas à Frogier l'histoire du drapeau du FLNKS, qui flotte désormais officiellement à côté de celui de la France. Pour les rassurer, il leur fait des promesses impossibles à tenir. En vrai politique, il mise sur l'ignorance et l'espoir. Les gens ne veulent pas savoir la vérité et désirent surtout entendre de belles histoires. Frogier a été élu pour ça.
n° 149

Télé Frogier et télé Néaoutyine

Ils nous préparent un gouffre financier ! Avec la télé, les élus sont comme des mouches bleues sur une crotte. Ils sont tout excités. Ils la veulent par-dessus tout. Ils pensent que c'est l'instrument suprême qui leur permettrait de garder ou de conquérir le pouvoir.
n° 149

Des riches plus riches et des pauvres plus pauvres...

Pas de destin commun sans une diminution des inégalités...
n° 150

La SLN écrabouillée par un banc de picots...

Elle a perdu son procès contre un éleveur de picots dont les alevins de sa ferme expérimentale avaient été tués après une pollution aux hydrocarbures...
n° 150

La Sofinor ne dit pas la vérité à ses employés

Elle ne dit pas la vérité sur la situation réelle de la société. Les chiffres 2009 tarident d'ailleurs à être publiés...
n° 150

Kritikart La peinture qui fait peur aux ayatollahs

Une fresque représentant le grand chef Ataï prenant dans ses bras Marianne, le symbole de la République française, fait peur à une poignée de censeurs intolérants...
n° 150

La Caisse de retraite verse trop depuis... 1954

Elle verse trop aux retraités qui ont eu au moins trois enfants. Ça en dit long sur la gestion de l'institution...
n° 150

Guénant, Pidjot, Néaoutyine...Coups de poing et insultes au cocktail du haussaire

L'eau minérale, ça rend nerveux...
n° 150

L'ULM a été victime du vent...

Le pilote qui s'est tué dans le Nord le 18 septembre n'avait pas fait d'erreur de pilotage...
n° 150

Courses de chevaux Ils ont la folie des grandeurs !

Le monde des courses de chevaux veut toujours plus d'argent pour fonctionner mais il n'est même pas capable de faire venir le public dans les hippodromes...
n° 150

Foyer wallisien de Magenta Les fêtards bourrés font régner la terreur

« Les soirs de week-end, je n'ose plus passer là, explique une jeune femme, je fais tout le tour. » De quoi parle-t-elle ? De Montravel, de Saint-Louis, de Tindu ? Non, du rond-point de Tina-Golf, au sortir de Magenta.
n° 150

Haussaire Venir en Calédonie, la punition ?

Les hauts fonctionnaires ne se bousculent pas pour venir en Calédonie... le nouveau haussaire avait été viré de son précédent poste...
n° 150

Témoignage au cœur du CHT

Ce livre raconte la vie d'une infirmière dans un hôpital appelé Gédéon Bignone. On comprend vite qu'il s'agit du CHT où l'infirmière a exercé son métier pendant

une dizaine d'années. C'est aussi une réflexion sur la politique de santé. Voici quelques extraits stupéfiants qui montrent à quel point le CHT peut être une maison de fous.
n° 150

Province Sud

Un cabinet ras des pâquerettes

Les élus ne relèvent pas le niveau du cabinet
n° 150

Philippe Michel, le sniper de Gomès

Dessais de quasiment tous ses dossiers par le Rump, Philippe Michel n'a plus grand-chose à faire à la province. L'alter ego de Gomès a du temps pour casser ses ennemis...
n° 150

Les ventes des *Nouvelles* ont chuté

Le marché de la pub ne va pas mieux. Les journaux et les brochures de pub bradent leurs prix...
n° 150

Le référendum va pourrir le débat

Plus nous allons nous rapprocher de la date du référendum de 2014, plus la question de l'indépendance va occulter tous les autres débats. Cela va ralentir encore un peu plus les dossiers...
n° 151

Chronique féministe

Il n'y a pas assez de femmes dans les

conseils d'administration !
n° 151

Fuite d'acide La gendarmerie accable Vale Inco !

Nous nous sommes procuré le procès-verbal de l'enquête de gendarmerie sur la pollution à l'acide dans l'usine de Vale Inco en avril 2009. Ces extraits montrent à quel point il n'y a pas de réelle culture de la sécurité dans ce chantier. La culture de la sécurité consiste à faire attention à chaque détail. Le principe étant qu'un petit incident qui se répète peut se transformer en grosse catastrophe...
n° 151

Le grand bluff du patron d'Eramet

Malgré son air d'homme bien élevé, Patrick Buffet, le patron d'Eramet, la maison mère de la SLN, prend les Calédoniens pour des cons. Les journalistes complaisants ne sont même pas fichus de lui poser les bonnes questions. Voici quelques commentaires sur les déclarations de ce technocrate parisien qui se fiche de la Calédonie comme de son premier costume sur mesure.
n° 151

Douanes : les fraudeurs à l'Europe

Ils font croire que leurs produits viennent d'Europe pour ne pas payer de taxe... et, en plus, ils sont de mauvaise foi...
n° 151

CRISE

Gomès aurait pu supprimer l'arbre de Noël

Même en période de crise, le gouvernement ne veut pas diminuer le montant des bons d'achat pour l'arbre de Noël des enfants de son personnel.
n° 151

L'Adecap sert-elle à quelque chose ?

L'Agence de développement économique de la Calédonie est officiellement chargée de promouvoir le potentiel économique de la Calédonie. Le gouvernement veut sa peau. L'État s'en mêle...
n° 151

35 millions de francs de billets d'avion pour le Congrès...

Chaque année les dépenses augmentent... Non seulement le Congrès se paye beaucoup de billets d'avion, mais il ne respecte pas les règles des marchés publics. La paierie lui est tombée dessus !
n° 151

Les défiscalisations ne profitent qu'aux riches

Ce n'est pas Le Chien bleu qui le dit mais le grand Jacques Attali lui-même. Nos élus, démagogues par principe, n'ont pas le courage de le dire.
n° 151

RAPPORT D'APPUI À LA NÉGOCIATION D'UN ACCORD INTERPROFESSIONNEL DE PRODUCTIVITÉ/COMPÉTITIVITÉ PAR LES PARTENAIRES SOCIAUX

**Voici un extrait du rapport Altedia Syndex qui concerne l'absentéisme en Calédonie.
Il complète l'article intitulé : Les Calédoniens ne sont pas des fainéants publié
dans le numéro 152 du Chien bleu (février 2011).**

L'absentéisme peut avoir deux types de conséquences sur la productivité :

- en termes de coût pour l'entreprise : à court terme, les difficultés concernent la gestion en temps réel des remplacements et les retards potentiels dans les livraisons. A plus long terme, ce sont la qualité de service et la perte de parts de marché qui sont en jeu ;

- en termes de dégradation des conditions de travail pour le collectif de travail : à court terme, certaines activités peuvent être bloquées, ou fortement entravées, si elles dépendent du poste absent. De plus, s'il n'y a pas de remplacement, la charge de travail doit être absorbée par les autres salariés. Ceci peut avoir pour effet, à plus long terme, l'apparition de tensions dans les relations interindividuelles et une augmentation du stress aussi bien chez les collègues de la personne absente que chez les managers.

Au cours des études de cas, ce facteur est le plus cité par les dirigeants (dans neuf des cas sur dix) et de façon prioritaire. En revanche, chez les salariés, il est beaucoup plus rarement évoqué (cinq cas sur dix) et, lorsqu'il l'est, il apparaît comme un problème uniquement dans deux cas. Les salariés ont plutôt tendance à considérer qu'ils ont la capacité à s'auto-organiser pour supporter l'augmentation de charge de travail tant que cela reste ponctuel. Selon eux, la situation la plus délicate est lorsque leur activité est dépendante de celle d'un absent. Néanmoins, ils estiment que ce cas se présente très peu, les absents s'étant généralement arrangés pour finir les tâches en cours ou avancer suffisamment pour éviter tout blocage.

Du point de vue des dirigeants, même si l'absentéisme est considéré comme le facteur principal des difficultés à augmenter la productivité, tous ceux qui l'évoquent ne disent pas pour autant être réellement confrontés à cette difficulté dans leur propre entreprise. La tendance générale irait plutôt à exprimer une régression de ce problème (diminution, voire disparition) et une nette amélioration concernant la prévalence des absences par les concernés depuis quelques années. Quatre chefs d'entreprise estiment avoir affaire à un absentéisme répété de courte durée et trois autres à un absentéisme de plus longue durée concentré sur quelques personnes (de 1 à 6 personnes suivant la taille de la société), un seul avançant être confronté aux deux types de situation. L'absentéisme est rarement perçu comme généralisé à l'échelle de l'entreprise (un seul cas). En d'autres termes, même lorsqu'il s'agit d'un absentéisme de courte durée mais répété, il reste focalisé sur une minorité du personnel.

N'ayant généralement pas de dispositif de suivi formel du présentéisme, les entreprises visitées n'ont pu que dans de très rares cas nous fournir des données chiffrées à partir d'indicateurs. En revanche, certains nous ont fait part d'estimations a priori, variant de 2 % à 6,5 % d'absentéisme, l'évaluation basse de la fourchette étant la plus fréquente. Le premier constat que l'on peut établir concerne la nature des absentéismes et la différence nécessaire à prendre en compte dans leurs causes probables. En croisant avec les informations descriptives des entreprises, on note que :

- l'absentéisme de longue durée, concentré sur des cas isolés (souvent associé à l'idée de « d'arrêt maladie abusif » par les dirigeants), serait plutôt à l'œuvre dans les services où les relations interpersonnelles sont dégradées. On relève également, que dans une même entreprise, ce type d'absentéisme a tendance à se manifester dans les services où les conditions de travail sont les moins faciles et où l'activité est la moins valorisée en interne. Toutefois, si l'on regarde l'ensemble des entreprises, il reste plus rare dans les entreprises à très fortes contraintes en termes de conditions de travail que dans celles où les conditions physiques apparaissent plus confortables. De plus, dans ce cas d'absentéisme de longue durée, la main-d'œuvre concernée est plutôt qualifiée et a une bonne connaissance de ses droits. Une analyse causale plus approfondie est impossible car elle supposerait une investigation de chaque cas individuel. Néanmoins, au regard de situations similaires dans d'autres contextes, on peut faire l'hypothèse qu'il s'agit soit de personnes en réelle difficulté personnelle, soit de stratégies de défense individuelle face au dysfonctionnement du collectif de travail ou à l'insatisfaction liées aux conditions de travail ;

- l'absentéisme répétitif de courte durée (souvent surnommé « du lundi et du vendredi » dans le contexte calédonien) serait plus caractéristique

des sociétés où les rémunérations sont peu élevées et les conditions de travail à fortes contraintes, notamment du point de vue organisation du temps de travail (horaires décalées, travail de nuit ou du week-end). Dans ce cas, les absences ne sont pas anticipées et ne font pas systématiquement l'objet d'arrêt maladie.

Contrairement à la situation précédente, la main-d'œuvre est moins qualifiée. Du point de vue des dirigeants, l'explication culturelle est souvent avancée (les Mélanésiens seraient considérés comme moins assidus au travail que les autres populations de Nouvelle-Calédonie). Étant donné les constats issus des études de cas, cette hypothèse ne nous semble pas suffisante pour analyser cette tendance. Quant aux salariés, ils ne nient pas ce constat, mais ils adoptent une posture compréhensive face à ce type d'absentéisme. Ils attribuent cette attitude à un désinvestissement progressif dû au manque de reconnaissance de leur travail ou alors à la difficulté à s'organiser pour gérer les horaires atypiques. Le second point important d'analyse traite de la surestimation probable du phénomène de l'absentéisme par les dirigeants d'entreprise. Les taux estimés s'avèrent plutôt faibles et ne reflètent pas forcément un dysfonctionnement de ce point de vue-là, comparativement à d'autres pays ou régions. À titre d'exemple, dans les entreprises métropolitaines, on constate un taux dit « incompressible » d'absentéisme compris entre 5 % et 6 %, en deçà duquel on ne peut pas réellement parler de phénomène problématique. Ainsi, les entreprises calédoniennes investiguées ne présenteraient pas de spécificités. Toutefois, cela ne signifie pas pour autant que les difficultés opérationnelles n'existent pas. De plus, le fort ressenti exprimé par les dirigeants sur ce point est à analyser.

Il s'explique aisément dans les petites structures où l'absence d'un seul salarié prend une part évidemment plus importante en termes d'effet sur l'organisation du travail et la productivité ponctuelle. Ceci est le cas de la plupart des entreprises visitées. Cependant, on assiste à la même tendance en termes de ressenti dans les sociétés plus grosses, alors que les conséquences opérationnelles sont moindres. Ceci indique tout d'abord que l'absentéisme fait certainement l'objet d'une focalisation partagée par la communauté des dirigeants d'entreprise dans l'analyse de leurs difficultés. Il semble s'appuyer davantage sur une représentation sociale que sur une représentation opérationnelle. L'absence d'indicateurs précis et de dispositif de suivi contribue à alimenter ce type de représentation qu'aucune donnée ne peut venir relativiser. En parallèle, on constate que ce n'est pas toujours l'absentéisme en tant que tel qui cristallise le ressenti, mais la manière dont les salariés s'absentent. Par exemple, le fait de ne pas prévenir, ou de prévenir très tardivement, génère un stress sur le moment chez le chef d'entreprise qui ne sait pas comment il va s'organiser. Par la répétition, ce stress se transforme en sentiment permanent d'inquiétude quant aux effectifs. Plusieurs dirigeants ont évoqué cet état, que l'un d'entre eux résume ainsi : « Sachant que les gens ne préviennent pas forcément, on se demande toujours s'ils vont être là et comment on va faire face s'ils sont absents, même si au final, ils sont tous là ». L'idée de « frustration », de « sentiment d'impuissance », d'« isolement » et de « situation irritante » est fréquemment exprimée. Ajoutons à cela que les chefs d'entreprises sont marqués par un cas isolé qui leur pose (ou leur a posé) problème. Cette expérience difficile particulière suffit généralement à les rendre plus réceptifs à une surestimation globale du facteur absentéisme dans l'analyse de la productivité. Enfin, la crainte d'une propagation du phénomène est souvent évoquée, les incitant à privilégier une approche par les sanctions ou le contrôle qu'une démarche préventive²². Dans tous les cas, seule une analyse fondée sur des indicateurs explicites et suivis permettra de valider les hypothèses émises et d'identifier les leviers d'action pertinents à chaque entreprise.

L'Issee manque de chiffres

Voici le résumé complet du rapport de la Chambre des comptes sur l'Institut de la statistique que nous avons évoqué dans l'article : L'Issee en panne de chiffres dans le Chien bleu de février (n°152)

L'Institut de la Statistique et des Etudes Economiques (ISEE) est un établissement public créé en 1985 pour mettre en œuvre les instruments statistiques nécessaires à la Nouvelle-Calédonie, collecter les informations utiles par la réalisation de recensements, enquêtes et mise en place de répertoires, procéder à des études économiques et diffuser les informations statistiques et économiques. Seul le recensement général de la population reste de la compétence de l'Etat français.

La gestion de cet établissement est contrôlée pour la première fois par la chambre territoriale des comptes, qui, à cette occasion, a relevé les améliorations susceptibles d'être apportées dans les domaines suivants : l'organisation interne de l'ISEE et sa situation financière, la gestion des moyens humains et budgétaires et l'accomplissement des missions de l'établissement, notamment la réalisation et la diffusion des études et enquêtes.

En matière d'organisation interne de l'ISEE, l'Institut a connu une profonde réorganisation fin 2007. L'établissement est désormais divisé en 3 services et 8 départements. Mais, cette nouvelle organisation n'est pas encore totalement opérationnelle.

Les moyens du département Statistiques d'Entreprises devraient être renforcés afin de redynamiser son activité de production. L'institut dispose d'informaticiens qui élaborent

des logiciels propres aux spécificités des missions de l'établissement. La mise en place d'un schéma directeur de l'informatique permettrait une meilleure planification des investissements informatiques et l'amélioration des logiciels de travail en fonction de l'évolution des métiers.

Enfin, l'ISEE devrait s'efforcer à l'avenir de renforcer la sécurisation de ses données et de ses locaux, dans la mesure où l'établissement traite de données personnelles et sensibles.

La situation financière de l'établissement se dégrade progressivement depuis 2004. L'ISEE doit surveiller l'évolution de son équilibre financier, notamment en limitant la hausse de certaines charges de fonctionnement et en redynamisant la vente de ses produits et services.

Concernant la gestion de ses moyens budgétaires et humains, l'institut n'est, pour l'heure, pas en état de mesurer sa performance dans la gestion des projets qui lui sont confiés, ni dans le fonctionnement de ses différents services. Il conviendrait de mettre au point des indicateurs (de type LOLF) afin d'améliorer le suivi de la gestion interne de l'établissement.

Pour faire face aux difficultés de recrutement rencontrées par l'ISEE, la chambre encourage l'institut à rechercher des solutions alternatives et à développer un plan de formation interne pour ses personnels.

Concernant le management in-

terne, la gestion des ressources humaines pourrait être modernisée, notamment par une plus grande responsabilisation des cadres de l'établissement (chefs de service et de département), la mise en œuvre effective des entretiens annuels d'évaluation des agents et du comité technique paritaire qui constitue un outil fondamental de participation du personnel.

S'agissant de l'exercice des missions de l'ISEE, des projets, initiés par l'établissement, méritent d'être relancés comme la mise en œuvre du Répertoire d'Identification des Personnes Physiques en Nouvelle-Calédonie, créé en 2006, la mise en place d'une Déclaration Annuelle des Données sociales permettant d'optimiser la récolte des données, ou encore le renforcement de la fiabilité du fichier RIDET.

Face aux retards constatés dans la production de certains travaux de l'établissement et les projets laissés en sommeil, il pourrait s'avérer utile de mettre en place une organisation (grilles de priorisation des études, tableaux de bord) permettant d'assurer un suivi formalisé de la production de l'institut.

Certaines missions ne sont pas pleinement exercées par l'ISEE : ainsi, les statistiques d'entreprises ne sont pas suffisamment développées, notamment par le biais d'une enquête sinon annuelle, du moins régulière, et l'étude sur les salaires pourrait être plus

périodique.

En matière de diffusion de l'information, face à l'impact important de la dématérialisation d'une grande partie de la production de l'ISEE, une réflexion serait à mener sur les tarifs de vente des publications et la politique commerciale de l'institut. En outre, il est suggéré de renforcer l'accompagnement médiatique des productions et des mises à jour importantes du site Internet, et de favoriser la vulgarisation des travaux de l'institut. Au total, la chambre estime nécessaire que l'établissement et son autorité de tutelle, la Nouvelle-Calédonie, mènent rapidement une réflexion sur l'activité de production et les modalités de financement de l'institut. L'appui de l'INSEE (institut national de la statistique et des études économiques) pourrait également être recherché afin de développer des missions d'expertises et d'échanges d'expérience entre ces deux établissements.